

**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE  
TERRITORIALE BAYONNE PAYS BASQUE**

50-51 ALLEES MARINES  
64102 BAYONNE CEDEX

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

À l'Assemblée Générale de la **CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE  
TERRITORIALE BAYONNE PAYS BASQUE**,

## OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la **CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE TERRITORIALE BAYONNE PAYS BASQUE** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2024**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la CCI à la fin de cet exercice.

## FONDEMENT DE L'OPINION

### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 1. Faits caractéristiques de l'exercice, paragraphe Transfert du contrat de DSP pour le Port de Bayonne de l'annexe des comptes annuels concernant les conséquences comptables liées aux conditions d'application de la concession et des avenants du Port de Commerce de Bayonne mentionnées au point 6 de l'annexe.

## JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Les principes comptables suivis et les options retenues dans le choix des méthodes comptables ou dans leurs modalités de mise en œuvre dont l'appréciation est essentielle au regard de leurs incidences majeures figurent dans l'annexe.

Nous attirons particulièrement votre attention sur les indications concernant :

- Les spécificités des services.
  - Les engagements sociaux et financiers.
  - Les provisions et amortissements.
  - Le transfert du personnel à la CCI Régionale.
- Les estimations significatives retenues sont explicitées dans l'annexe.
  - La présentation d'ensemble des comptes annuels est conforme aux règles.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

***Informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

## RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la CCI à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la CCI ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Trésorier.

## **RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre CCI .

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux Comptes relative à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Bayonne, le 7 mai 2025

**Le Commissaire aux Comptes**

  
**EXCO-FIDUCIAIRE DU SUD-OUEST**  
**David BRETTE**

## ANNEXE AU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

### Description détaillée des responsabilités du Commissaire aux Comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la CCI à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



## ETATS FINANCIERS AU 31/12/2024

**BILAN - ACTIF**

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov	31/12/2024	31/12/2023
Capital souscrit non appelé				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement			-	
Frais de développement	3 300,00	3 300,00	-	
Concessions, brevets et droits similaires	456 323,07	389 467,04	66 856,03	19 813,78
Fonds commercial			-	
Autres immobilisations incorporelles	40 000,00	40 000,00	-	
Immobilisations incorporelles en cours			-	
Avances et acomptes			-	
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains	1 568 885,03	152 515,31	1 416 369,72	1 416 369,72
Constructions	11 816 424,07	7 642 016,59	4 174 407,48	4 033 227,99
Installations tech., matériel et outillages industriels			-	
Autres immobilisations corporelles	4 467 776,58	2 822 075,75	1 645 700,83	1 526 058,57
Immobilisations corporelles en cours	340 719,23		340 719,23	47 229,97
Avances et acomptes			-	
<b>IMMOBILISATIONS MISES EN CONCESSION</b>				
Immobilisations incorporelles			-	218 483,65
Terrains			-	15 667 326,69
Constructions			-	12 066 540,04
Installations tech., matériel et outillages industriels			-	18 082 531,68
Autres immobilisations concédées			-	72 344,71
Immobilisations concédées en cours			-	2 773 244,46
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Participations	10 907 180,95	1 911 481,39	8 995 699,56	8 924 829,29
Créances rattachées à des participations	471 300,00		471 300,00	
Autres titres immobilisés	291 185,67	24 378,94	266 806,73	272 761,16
Prêts	236 513,00		236 513,00	377 370,00
Prêts-avances Inter-services accordés			-	
Autres immobilisations financières	2 176 890,52		2 176 890,52	7 935,42
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>32 776 498,12</b>	<b>12 985 235,02</b>	<b>19 791 263,10</b>	<b>65 506 067,13</b>
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
Matières premières et autres approvisionnements			-	
En-cours de production (biens et services)			-	
Produits intermédiaires et finis			-	
Marchandises			-	
Avances et acomptes versés sur commandes			-	
<b>CREANCES</b>				
Créances clients et comptes rattachés	1 310 159,43	25 024,54	1 285 134,89	2 987 431,14
Autres créances d'exploitation	734 681,38	73 300,00	661 381,38	1 788 456,28
<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>				
Actions propres			-	
Autres titres	1 220 000,00		1 220 000,00	2 402 670,97
<b>DISPONIBILITES</b>	886 474,24		886 474,24	8 490 279,26
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
Charges constatées d'avance	116 217,60		116 217,60	268 567,08
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>4 267 532,65</b>	<b>98 324,54</b>	<b>4 169 208,11</b>	<b>15 937 404,73</b>
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>37 044 030,77</b>	<b>13 083 559,56</b>	<b>23 960 471,21</b>	<b>81 443 471,86</b>
			VRAI	VRAI



**BILAN - PASSIF**

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Apports	2 081 794,87	2 081 794,87
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Écarts de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		50 000,00
Report à nouveau	14 585 922,89	16 639 110,19
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>-1 065 164,76</b>	<b>-376 588,79</b>
Subventions d'investissement	2 504 001,26	4 617 083,92
Provisions réglementées		
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>18 106 554,26</b>	<b>23 011 400,19</b>
Produit des émissions de titres participatifs		
Droits du concédant		33 925 395,73
Avances conditionnées		
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>	<b>0,00</b>	<b>33 925 395,73</b>
Provisions pour risques	864 875,00	838 618,68
Provisions pour charges	771 062,00	3 747 780,02
<b>PROVISIONS</b>	<b>1 635 937,00</b>	<b>4 586 398,70</b>
<b>DETTES FINANCIERES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	812 882,52	14 766 436,39
Emprunts et dettes financières diverses	213,76	213,76
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	723 489,28	1 781 553,60
Dettes fiscales et sociales	137 184,41	826 374,05
<b>DETTES DIVERSES</b>		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	220 195,05	944 635,92
Autres dettes	1 572 488,35	838 507,74
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>		
Produits constatés d'avance	751 526,58	762 555,78
<b>DETTES</b>	<b>4 217 979,95</b>	<b>19 920 277,24</b>
Écarts de conversion passif		
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>23 960 471,21</b>	<b>81 443 471,86</b>



COMPTE DE RESULTAT

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
Ventes de marchandises	14 023,56	13 248,54
Production vendue	8 910 401,76	12 723 275,57
<b>MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>8 924 425,32</b>	<b>12 736 524,11</b>
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	3 747 302,87	3 836 394,92
Reprises sur provisions (amorts), transferts de charges	351 776,82	1 084 971,45
Autres produits	41 193,00	77 970,40
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>13 064 698,01</b>	<b>17 735 860,88</b>
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	539 216,12	1 583 047,86
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	8 361 230,02	9 750 363,39
Impôts, taxes et versements assimilés	211 911,69	384 815,49
Salaires et traitements	1 566 500,58	2 596 221,59
Charges sociales	796 544,04	1 327 664,85
Sur immo : dotations aux amortissements	1 851 829,21	3 054 939,01
Sur immo : dotations aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations aux dépréciat.	166 881,59	179 646,71
Dotations aux provisions pour risques & charges	561 561,00	758 207,00
Autres charges	256 350,94	228 057,75
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>14 312 025,19</b>	<b>19 862 963,65</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>-1 247 327,18</b>	<b>-2 127 102,77</b>
<b>OPERATIONS EN COMMUN</b>		
Bénéfice ou perte transférée		
Perte ou bénéfice transféré :		
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Produits financiers de participations	202,12	249,40
Produits des autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	141 216,93	203 262,14
Reprises sur prov. et dépréciations et transferts de charges	94 144,03	44 779,89
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de val. mobilières de placement		
<b>DES PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>235 563,08</b>	<b>248 291,43</b>
Dotations amortissements, dépréciations, provisions	6 828,19	
Intérêts et charges assimilées	277 749,63	397 371,42
Différences négatives de change		
Charges sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>	<b>284 577,82</b>	<b>397 371,42</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>-49 014,74</b>	<b>-149 079,99</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>	<b>-1 296 341,92</b>	<b>-2 276 182,76</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	871 074,26	1 670 515,00
Produits exceptionnels sur opérations en capital	468 744,91	668 162,06
Reprises sur dépréciations et provisions, transfert de charges	216 955,89	225 980,56
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>1 556 775,06</b>	<b>2 564 657,62</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 002 155,69	73 509,97
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	132,21	
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	318 809,00	544 487,68
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>1 321 096,90</b>	<b>617 997,65</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>235 678,16</b>	<b>1 946 659,97</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôt sur les bénéfices	4 501,00	47 066,00
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>14 857 036,15</b>	<b>20 548 809,93</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>15 922 200,91</b>	<b>20 925 398,72</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>	<b>-1 065 164,76</b>	<b>-376 588,79</b>

## ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS 2024

---

### SOMMAIRE

1. Faits caractéristiques de l'exercice
  2. Règles et méthodes comptables
  3. Principales méthodes utilisées
    - 3.1. Actif immobilisé
    - 3.2. Créances
    - 3.3. Provisions
    - 3.4. Engagements sociaux
    - 3.5. Transfert du personnel à la CCIR au 1<sup>er</sup> janvier 2013
  4. Spécificités du service général
  5. Spécificités du service formation
  6. Spécificités du service port de commerce de Bayonne
  7. Spécificités du service port de pêche de Saint-Jean-de-Luz / Ciboure
  8. Spécificités du service divers
  9. Evènements post clôture
  10. Autres informations
    - 10.1. Produits et charges imputables à un autre exercice – Annexe 5
    - 10.2. Charges à payer et produits à recevoir – Annexe 6
    - 10.3. Engagements financiers – Annexe 7
    - 10.4. Engagements de crédit-bail – Annexe 8
    - 10.5. Tableau des mouvements des capitaux propres – Annexe 9
    - 10.6. Tableau des effectifs – Annexe 10
-

## 1. Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice 2024 a été marqué par les points suivants :

✓ **La ressource fiscale**

La TACET perçue en 2024 de 2 356K€ est en légère hausse par rapport à 2023 de + 25K€ (2 331K€).

✓ **Augmentations salariales à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2023**

Dans le cadre des négociations CCI France, une augmentation des salaires a été fixée à 1,7% à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2023 pour le personnel du Service Général et du Centre Consulaire de Formation. Le plein effet de cette augmentation s'est traduit sur l'exercice 2024.

✓ **Prélèvement sur fonds de roulement**

Le Projet de Loi de Finances 2024 voté en 2023 avait acté d'un prélèvement sur fonds de roulement des CCI à hauteur de 100 M€ sur 4 années (40M€ en 2024, puis 20M€/an pendant 3 ans). Un groupe de travail a été mis en place par CCI France afin d'établir la méthode de calcul du prélèvement. 4 scénarios ont été établis sur la base des comptes exécutés 2023. L'AG de CCI France s'est réunie le 17 janvier 2025 pour délibérer sur le choix du scénario. Ainsi, la CCI Bayonne Pays Basque s'est vue ponctionner d'un montant de 982 804€ dont 180 706€ ont été payés en 2024. La totalité du prélèvement de 982 804€ a été constatées en charge exceptionnelle dans les comptes 2024.

✓ **Service Général : diminution du CA DPC**

Le CA DPC 2024 est en baisse de 13K€ par rapport à celui de 2023, ce qui confirme le coup d'arrêt sur la croissance du CA opérée depuis 2017 qui avait été constaté en 2023. A noter également, le maintien des actions nationales commanditées par l'Etat (les OPEX) qui impactent l'activité des équipes DPC.

Les variations du CA DPC se répartissent comme suit :

- Prestation de service +2K€
- Location + 3K€
- Formalités aux Entreprises : - 18K€

Les produits de subvention baissent de - 90K€ et proviennent essentiellement de réductions des financements accordés par les partenaires sur plusieurs programmes récurrents.

La baisse des contributions reçues par le Service Général entre 2023 et 2024 de – 99K€ correspond à la perte de la contribution que la CCI percevait au titre de la gestion de la DSP du Port Bayonne sur le 2<sup>nd</sup> semestre suite au transfert de la concession au 1<sup>er</sup> juillet (- 209K€), à l'augmentation de la contribution versée par le service Formation au Service Général (+ 111K€) lié à la réimputation de

l'ensemble des charges liées à la formation au service Formation en 2024 et à l'ajustement annuel au réel pour le Service Divers (+1K€).

Les charges d'exploitation sont en légère baisse entre 2023 et 2024 (-79K€).

Le résultat d'exploitation est déficitaire à - 236K€ soit une amélioration de +251K€ par rapport au résultat d'exploitation 2023 (-487K€).

La trésorerie baisse de 1 099K€.

✓ **La baisse du service Formation**

Les produits d'exploitation sont en baisse de - 57K€ par rapport à 2023, sur l'ensemble des activités (formation continue et formation initiale). Cette baisse est la conséquence de la réorganisation administrative et commerciale du Pôle Formation débutée en 2022, de la mise en place d'une nouvelle équipe en 2023 qui a de nouveau bougé en 2024 ainsi que de la concurrence très forte sur le territoire.

Ainsi les résultats intègrent :

► **une stagnation du CA hors CFA de +32K€ dont :**

- Formations courtes - 28K€ (-7%)
- Centre de langues : +8€ (-12%)
- Formations diplômantes : +43K€ (+48%)
- Kedge : +9K€ (+1%)

► **une baisse généralisée du CA CFA de -101K€ (-18%) dont :**

- Kedge : -61K€
- Formation continue : -40K€

► **Autres produits : + 12K€**

- Conseil en Evolution Professionnelle : -4K€
- Cloe Connect : -17K€
- Divers : -8K€
- Taxe d'apprentissage : +21K€
- Subvention d'exploitation : +6K€
- Reprise de provision : +14K€

La hausse des charges d'exploitation de +357K€ n'est pas corrélée avec la baisse de chiffre d'affaires. En effet, les honoraires de formation sont en hausse de +55K€ (en lien notamment avec le passage au statut honoraires d'anciens enseignants vacataires qui a engendré des coûts supplémentaires). Les achats ont par contre diminué de -47K€ (prix et consommation de l'électricité principalement) et les salaires de -14K€. Les hausses principales proviennent de la contribution versée au Service Général qui a augmenté de +111K€ et la cotisation au réseau Kedge +101K€ (nouvelle convention

tarifaire).

✓ **Les charges et les provisions exceptionnelles de l'assurance chômage (Tous services)**

Faisant suite au dépôt de bilan de la caisse mutualisée d'assurance chômage des CCI (CMAC) en date du 31 décembre 2018, chaque CCI se retrouve auto-assureur pour ses anciens salariés qui ont quitté l'entreprise avant avril 2020 (date du passage en droit privé).

Ainsi, les indemnités de chômage payées en 2024 sont de 19K€ (SG : 0€, CCF : 19K€), les reprises de provisions liées sont de 34 K€ (SG : 2K€, CCF : 32K€) et les nouvelles provisions sont de 0K€ (SG : 0K€, CCF : 0K€).

Le sujet de l'assurance chômage s'apure et l'impact sur l'exercice est dorénavant très marginal. Pour rappel, le Port de Bayonne cotise depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2023 à Pôle Emploi.

✓ **Transfert du contrat de DSP pour le Port de Bayonne**

La concession du port de commerce de Bayonne a été attribuée par la Région Nouvelle-Aquitaine initialement pour une durée de 15 ans et arrivait à échéance le 31 décembre 2023.

Par avenant n°10 signé le 20 décembre 2023, la concession a été prolongée d'une durée d'un an. Cette prolongation a permis la mise en place d'une nouvelle structure de gouvernance du Port de Bayonne à partir du 1er janvier 2025. Le nouveau véhicule juridique choisi est une SAS de type société portuaire. La Société Portuaire Port de Bayonne, dont la CCI Bayonne Pays Basque détient 27% du capital, s'est substituée le 1<sup>er</sup> juillet 2024 à la CCI Bayonne Pays Basque dans l'exécution du contrat de DSP en application de l'avenant 13 signé le 28 juin 2024, faisant suite à l'avenant 12 signé le même jour qui avait modifié les conditions financières du contrat permettant ainsi la valorisation de son transfert au profit de la CCI Bayonne. Le contrat de DSP a donc été transféré avant son terme.

Les résultats du port de Bayonne intégrés aux comptes 2024 de la CCI Bayonne ne concerne par conséquent que l'activité du 1<sup>er</sup> semestre 2024. Le prix de cession du contrat à la Société Portuaire ne sera connu définitivement qu'après validation dans les différentes instances de la Société Portuaire et ce avant le 30 juin 2025. Ce prix de cession donnera lieu à une augmentation de capital du même montant.

✓ **La reprise de l'activité du Port de Bayonne**

Les trafics du 1<sup>er</sup> semestre 2024 se sont élevés à 1,1 MT contre 2,3 MT en 2023.

Au 30 juin 2024, le CA a atteint de 5 123K€ est répartie comme suit :

- ▶ **droits de port** de 2 561K€,
- ▶ **utilisation des installations et des outillages publics** de 2 530 K€.

Les reprises de provisions d'exploitation s'élèvent à 48K€.

Les charges d'exploitation de 5 990K€ sont composées de :

- ▶ **Achats** : 340 K€ (dont énergie 231K€) ;
- ▶ **Dépenses de personnel** : 2 291K€ :
- ▶ **Autres achats et charges externes** : 1 333K€
- ▶ **Dotations aux amortissements et provisions** : 1 691K€
- ▶ **Contributions versées au Service Général** : 219K€
- ▶ **Autres charges** : 23K€

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle structure de gestion du Port de Bayonne et du transfert de la DSP à une société Portuaire courant 2024, le concessionnaire a renoncé aux amortissements de caducité sur les investissements réalisés en 2023 et 2024.

Le résultat financier atteint – 255K€ (composé quasi exclusivement des intérêts des emprunts).

Le résultat exceptionnel de 828€ se compose principalement de :

- ▶ 91K€ de reprise de provision concernant la dépollution du nouvel Hangar G sur la zone de Blancpignon réceptionné en février 2024,
- ▶ 835K€ de subvention Région pour le dragage,
- ▶ 68K€ de quote-part de subvention d'investissement,
- ▶ 201K€ de dotation complémentaire de provision pour la dépollution du site de l'extension de Bayonne Manutention,



## **2. Règles et méthodes comptables :**

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base ci-après :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, avec mention des règles comptables applicables aux concessions (Cf. Point 6) ;
- Indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'étude et de présentation des comptes des chambres de commerce et d'industrie et en particulier de l'étude de la situation patrimoniale des services budgétaires et des services comptables telle que définie par le Cadre d'Organisation Budgétaire, Comptable et Financière du réseau des CCI (« cadre OBCF ») adopté par l'Assemblée Générale de CCI France le 25 octobre 2022, approuvé par la tutelle le 14 novembre 2022, par arrêté du 14 avril 2023 relatif aux règles budgétaires et à l'administration des CCI.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.



### **3. Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :**

#### **3.1. Actif immobilisé :**

L'évaluation des immobilisations a été effectuée au coût historique.

Les immobilisations entièrement amorties mais faisant partie de l'inventaire sont maintenues pour mémoire uniquement, et ont une valeur zéro.

Conformément aux règles comptables sur les actifs, les amortissements et les dépréciations issues notamment des règlements CRC 2002-10, 2003-07 et 2004-06, les options retenues sont les suivantes :

- Les frais d'acquisitions des immobilisations corporelles et incorporelles tels que les droits de mutation, commissions et frais d'actes sont exclus du coût d'acquisition des immobilisations et comptabilisés en charges ;
- L'approche par composants, pour les immobilisations, a été mise en œuvre ;
- Des seuils de significativité ont été fixés. Ces seuils sont basés sur les 3 critères suivants :
  - La valeur absolue du composant
  - La valeur relative du composant par rapport à la valeur globale du bien acquis
  - L'écart de la durée d'amortissement du composant par rapport à la durée d'amortissement du bien acquis
- Les coûts d'emprunts ne sont pas activés ;
- Les frais de recherche et développement : non applicable à la CCIT ;
- L'application aux concessions : suite à une démarche initiée par la CCIT de Bayonne Pays Basque et son commissaire aux comptes, le Président du Conseil National de la Comptabilité a précisé, dans un courrier adressé le 4 janvier 2006 au Président de la Compagnie Nationale des commissaires aux comptes, sa position pour les concessions de service public. Compte tenu de ce courrier, la CCI de Bayonne a considéré que les immobilisations étaient hors champ d'application de ces nouvelles normes, et donc pas décomposées. Cette position est confirmée par le RF comptable N°367 de décembre 2009 « L'avis 2002-07 exclut de son champ les amortissements spécifiques des entreprises concessionnaires. L'avis 2002-12 ne modifie pas les exclusions. »

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire.

Les taux d'amortissement figurent dans l'annexe comptable n°1.

Les mouvements de l'actif immobilisé figurent en annexe comptable n°2.

L'état des filiales et participations figure en annexe comptable n°3.

#### **3.2. Créances :**

Les créances sont inscrites au bilan pour leur valeur nominale de remplacement (coût historique).

Par prudence, des provisions pour dépréciation ont été constituées sur les créances pour lesquelles les possibilités de recouvrement étaient incertaines.

L'état des échéances des créances et des dettes figure en annexe comptable n°4.

### 3.3. Provisions :

Les différentes provisions pour risques et charges d'exploitation, réunissant les conditions exigées par le règlement 2000-06 du Comité de la réglementation comptable sur les passifs, ont été évaluées en fonction de leurs spécificités avec le concours des responsables opérationnels concernés.

Les provisions sont constituées T.T.C. (sauf aux Ports et sur le service « Divers » où la T.V.A. est récupérée).

Au Service général, une provision a été constituée pour les titres qui figurent au bilan ; la valeur est déterminée à partir de l'actif net.

L'état des provisions figure en annexe comptable n°2.

#### Le détail des dotations aux provisions est :

##### ➤ Dotations aux provisions d'exploitation : 728 443 €

##### ▶ Dotation pour créances douteuses : 166 882 €

- Service Général : 6 881 €
- Service formation : 14 014 €
- Port de Bayonne : 145 987 €

##### ▶ Dotation pour Risques et Charges 561 561 €

##### • Passifs sociaux : 106 406 €

- Service Général : 66 886 €
- Service formation : 13 394 €
- Port de Bayonne : 4 050 €
- Port de Bayonne - aux marins : 22 076 €

##### • Pénibilité : 61 980 €

- Port de Bayonne : passifs sociaux liés à la convention portuaire sur la pénibilité

##### • Travaux : 150 000 €

- Service Général : travaux et gros entretien 150 000 €

##### • Contrôle URSSAF : 65 761 €

- Service Général : 37 281€
- Service Formation : 28 480 €

► **Dotation pour Grosses réparation : 177 414 €**

- Port de Bayonne : cale sèche de la drague pour 125 000 €, incident de la drague pour 29 914 €, cale sèche remorqueur n°1 pour 12 500 € et cale sèche 2<sup>nd</sup> remorqueur pour 10 000 €.

➤ **Dotations aux provisions pour charges financières : 6 828 €**

- Service Général : 6 828 €

➤ **Dotations aux provisions pour charges exceptionnelles : 318 809 €**

- Service Général : 107 748 €
- Service formation : 10 061 €
- Port de Bayonne : 201 000 €

**Les principales reprises de provisions sont :**

➤ **Reprises aux provisions d'exploitation : 86 369 €**

► **Reprise pour créances douteuses : 32 821 €**

- Service Général : 3 085 €
- Service formation : 12 960 €
- Port de Bayonne : 16 775 €

► **Reprise pour Risques et Charges : 23 634 €**

● **Passifs sociaux et Indemnités de fin de carrière : 40 827 €**

- Service Général : 2 910 €
- Formation : 19 394 €
- Port de Bayonne : 42 €

● **Pénibilité : 1 288 €**

- Port de Bayonne : passifs sociaux liés à la convention portuaire sur la pénibilité

► **Reprise pour Grosses réparation 29 914 €**

- Port de Bayonne : reprise des provisions à la suite d'un incident sur la drague survenu au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2024.

➤ **Reprise de provisions pour charges financières : 94 144 €**

- Service Général : reprise des provisions pour dépréciation des titres détenus en fonction de l'actif net des participations.

➤ **Reprise de provisions pour charges exceptionnelles : 216 956 €**

- Service Général : 23 209 €
- Formation : 103 014 €
- Port de Bayonne : 90 733 €

**3.4. Engagements sociaux :**

- Conformément à la recommandation 03-R-01 du CNC, relative aux engagements de retraite et avantages similaires, l'évaluation de ces engagements a été réalisée par un organisme tiers spécialisé, et ce, selon la méthode actuarielle prévue par les textes.
- Au 31/12/2024, les engagements suivants sont comptabilisés au passif du bilan :

Au titre des services non portuaires :

- Les allocations de fin de carrière : 479 K€ déterminées en fonction de l'ancienneté et des droits acquis ;
- Allocation d'ancienneté : 51 K€ attribuée sous forme de points lorsque l'ancienneté requise est acquise ;

Au titre des concessions portuaires :

- Les allocations ancienneté et indemnités de fin de carrière : 385 K€
- Les indemnités de fin de carrière des marins : 207 K€
- Les surcoûts induits par la nouvelle convention portuaire permettant les départs anticipés dans le cadre de l'accord pénibilité national concernant le personnel grutier du port de Bayonne : 1 554 K€.

**3.5. Transfert du personnel à la CCIR depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 :**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, conformément à la Loi de juillet 2010 portant réforme des CCI, l'ensemble du personnel (à l'exception du personnel des ports) a été transféré à la CCIR Aquitaine qui en est devenue l'employeur. Ce personnel a été de droit remis à la disposition de la CCIBPB le même jour.

Les conséquences comptables de ce transfert sont les suivantes :

- Les salaires et traitements, les charges sociales et les charges fiscales des personnels des services non portuaires (permanents ou vacataires) sont comptabilisées depuis 2013 dans des comptes de classe 62 dénommés « Personnel détaché permanent » ou « Personnel

détaché vacataire » et figurent donc au compte de résultat 2024 en « Autres achats et charges externes » pour un montant total de 4 858 K€.

- Au niveau du bilan : les dettes liées au personnel non portuaire (congrés payés, compte épargne temps, passifs sociaux, ...) figurent depuis le transfert en autres dettes vis-à-vis de la CCIR Aquitaine nouvel employeur pour 656 K€ (et non plus en dettes fiscales et sociales comme les exercices précédents).

#### **4. Spécificités du Service Général :**

##### **- TACET :**

Depuis le vote de la Loi portant sur la réforme des Chambres de Commerce et d'Industrie en 07/2010, la collecte de la ressource fiscale se fait à l'échelon régional par la CCIR. Ainsi, CCI France reverse aux CCIR la TACET annuelle une fois avoir soustrait son budget, puis chaque CCIR reverse à l'ensemble de ses CCIT ou CCIL leur part de la TACET répartie à chacune selon une clé votée par son Assemblée Générale.

La loi des finances pour 2024 a prévu la stabilité des ressources fiscales affectées (525 M€) aux CCI sur cet exercice. Au sein des CCI de Nouvelle Aquitaine, un chemin de convergence avait été acté en 2022 afin de progressivement modifier la répartition de la TACET entre les CCIT. La CCI Bayonne Pays Basque a ainsi bénéficié d'une hausse de la ressource fiscale perçue en 2024.

Le PLF 2024 a également introduit le principe d'un prélèvement sur fonds de roulement à hauteur de 100 M€ sur 4 ans sur l'ensemble des CCI (cf. 1).

##### **- SCI du Centre Consulaire de Formation de Bayonne :**

Le montant total des titres de participation au capital de la SCI Centre consulaire de formation de Bayonne créée en 1992 est de 3 950 K€ au 31/12/2024 détenu à 99,9% par la CCI.

Ces titres sont provisionnés pour un montant de 1 785 K€.

##### **- OFP Sud-Ouest :**

Le montant total des titres au capital de l'OFP Sud-Ouest créée en 2014 est de 500 K€. Au 31/12/2024 la CCI BPB détient 35 % du capital, soit pour 175 K€.

Ces titres sont provisionnés pour un montant de 127 K€.

De plus, l'avance de la CCI BPB de 130 K€ réalisée début 2020 en soutien de l'OFP SO est provisionnée à hauteur de 73K€ au 31/12/2024 suite à la mise en place d'un échancier de remboursement de la dette le 2 mars 2023 ; le remboursement de la dette de l'OFP sera effectué par prélèvement mensuel sur 48 mensualités à compter du 5 avril 2023.

#### **5. Spécificités du Service Formation :**

##### **- Centre de Formation d'Apprentis (C.F.A) :**

À la suite des différentes réformes concernant la formation en 2019 et 2020, la CCI BPB a décidé de réouvrir un CFA à la rentrée de septembre 2020. A noter que la CCI BPB avait légué son CFA initial à l'EESC ESTIA lors de sa filialisation en 2017.

La formation supérieure en gestion commerciale KEDGE Bachelor via l'apprentissage a été intégrée, en septembre 2021.

Au 31 décembre 2024, l'effectif CFA est de 48 apprenants (9 pour la formation continue et 39 pour KEDGE).



#### - SCI Centre Consulaire de Formation de Bidart :

Une société civile immobilière a été constituée le 25 mars 1996. Cette SCI a pour objet de gérer le bâtiment « Estia 1 » hébergeant l'école d'ingénieurs de la CCI BPB.

Le montant des titres de participation de l'ensemble de la Chambre de Commerce dans cette SCI est de 2 927 K€ au 31/12/2024 détenu à 99,9% par la CCI (dont 2 165 K€ au Service Formation et 762 K€ au Service Général).

#### - Titres EESC ESTIA :

L'EESC ESTIA a été constituée au 01/01/2017 et est composée des actifs et passifs des établissements ESTIA et CFA au sein de la CCI au 31/12/2016, correspondant aux dettes et aux créances incluant la trésorerie. Les valeurs d'apport sont celles arrêtées au 31/12/2016 et s'élèvent à 3 844 842 € incluant le bâtiment ESTIA 2 et de la trésorerie pour 753 K€.

Engagée en 2019 avec pour objectif de renforcer les fonds propres de l'école mais également d'élargir sa gouvernance, l'EESC ESTIA a réalisé le 1er juillet 2020 une opération d'augmentation de capital de 1.250.625 euros en numéraire représentant 10,77 % de l'actionnariat et 7 nouveaux actionnaires (Capital 462 875 € ; Prime d'émission 787 750 €).

En conséquence, la CCI BPB possède 89,23% des actions de la société EESC ESTIA au 31/12/2024.

### 6. Spécificités du Service Port de commerce de Bayonne :

*Convention de délégation de service public du port de commerce de Bayonne signée le 29 décembre 2008 entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009 pour une durée de 15 ans.*

#### - Valorisation des immobilisations :

Les immobilisations mises en concession par le concédant sont listées en annexes 2 A et B de la convention et sont valorisées dans les comptes de la concession conformément aux annexes de la convention.

#### - Conséquences comptables et financières liées au renouvellement de la concession :

La signature d'une nouvelle convention de DSP avec entrée en vigueur au 01/01/2009 a eu pour conséquences comptables et financières :

- La prise en charge par la concession de la totalité du coût du dragage (dans la précédente concession seuls 50% des coûts étaient à la charge du port) pour un montant qui atteint jusqu'à 2.906 K€ en 2014.
- Au regard de la hausse de ces coûts de dragage et afin de rendre le Port de Bayonne compétitif, la CCI Bayonne Pays Basque a décidé d'acquérir une drague qui a été livrée le 25 septembre 2015. A ce titre un avenant n°2 à la convention CRA (Région Aquitaine) de délégation de service public a été signé le 3/03/2014 autorisant cette acquisition et engageant la Région au rachat à la Valeur Nette Comptable en fin de contrat.



- La constatation, selon l'annexe 12 à la Convention, d'une redevance domaniale à verser à la Région, dont le montant s'élève à 15 K€ pour sa part fixe.
- Un avenant n°3 en date du 8/12/2014 étendant le périmètre géographique de la concession avait été signé, l'échange de terrains en découlant a généré une soulte de 1,3 M€ en 2014 dont 1.043.513,28 € ont été portés en réserve foncière après couverture des travaux et frais engagés par la CCI.
- Un avenant n°4 en date du 5/12/2015 étendant le périmètre géographique de la concession a été signé, il en résulte l'inscription à l'actif du bilan de la concession des travaux financés par la Région Aquitaine à hauteur de 13.160 K€ pour la reconstruction du quai « CASTEL ».
- Un avenant n°5 signé le 5/12/2015 et prévoyant que le compte de réserve présente un solde de 6 millions d'euros en fin de contrat et que l'intégralité de la trésorerie soit restituée au concédant. Cette réserve se décompose en 4,8 M€ de réserve foncière et 1,2 M€ de provision pour les coûts de départs.
- L'affectation d'une part du résultat de 550 K€ en réserve foncière. Selon les conditions de la DSP, le délégataire s'engage à constituer une réserve foncière d'une valeur de 8.250 K€ sur la durée de la concession en vue d'acquérir des terrains. L'engagement de la CCI est ramené à 4.800 K€ par l'avenant n°5.  
Au 31/12/2021 (avant donc affectation du résultat 2021) la réserve s'élève à 4.515 K€ dont 150K€ ont déjà été affectés à l'acquisition d'un terrain en 2009.
- Un avenant n°6 signé le 19/03/2018 révisant les obligations financières de la CCI et prévoyant un programme d'investissement ambitieux de 14,29 M€ sur la période 2017-2023 et le versement par le CRNA à la CCI d'une subvention annuelle de 1,670 M€ sur la période 2018-2023 soit au total 10,023 M€ correspondant aux coûts d'exploitation du dragage, à concurrence de l'atteinte d'un minimum de trésorerie de 6 M€.
- Un avenant 7 réduisant le périmètre géographique de la concession pour réalisation d'une voie de contournement a été signé en date du 19/10/2020.
- Un avenant n°8 a été signé le 23 juin 2021, révisant les obligations financières de la CCI et prévoyant un programme d'investissement de 14,23 M€ sur la période 2017-2023, à concurrence de l'atteinte d'une trésorerie minimum de 1,25 M€.  
La CCIBP s'est engagé à constituer une réserve foncière d'une valeur de 50 000 €.

A la suite de l'avenant n° 8 de la DSP, l'Assemblée Générale du 20 mai 2022, en charge de l'approbation des comptes et de l'affectation du résultat 2021, a délibéré pour affecter un montant de 4 464 695.80 € prélevé sur la réserve foncière du port de commerce de Bayonne ramenant le montant de la réserve foncière à 50 000 €.

- Un avenant n°9 a été signé le 23 mars 2023 modifie le périmètre de la concession pour régulariser une situation domaniale ancienne.

- Un avenant n°10 signé le 20 décembre 2023 prolonge la concession jusqu'au 31 décembre 2024 afin de permettre la mise en place de la nouvelle structure de gouvernance via la création d'une société portuaire courant 2024.  
Deux investissements supplémentaires indispensables devant être réalisés en 2024 pour maintenir l'activité portuaire sont dès lors prévus dans le programme d'investissement de la concession. Ces deux investissements d'un montant total de 5M€ seront financés par recours à l'emprunt bancaire.
- Un avenant n°11 a été signé le 20 décembre 2023 pour diminuer le périmètre de la concession en raison du projet de création d'une voie de contournement du port sur la commune de Tarnos.
- Un avenant n°12 a été signé le 28 juin 2024 afin de modifier les conditions financières contractuelles du contrat de concession en vue de son transfert à la Société Portuaire Port de Bayonne.
- Un avenant n°13 a été signé le 28 juin 2024 avec pour objet la substitution de la CCI Bayonne Pays Basque par la Société Portuaire Port de Bayonne. Le contrat de concession a ainsi été transféré à la Société Portuaire Port de Bayonne le 1<sup>er</sup> juillet 2024.

#### **- Dotations aux amortissements des immobilisations :**

Pour l'ensemble des immobilisations qu'elles soient nouvellement acquises par la concession depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009 ou apportées par le concédant (y compris les immobilisations acquises par le concessionnaire pendant le précédent contrat de concession), conformément aux règles comptables en vigueur dans les concessions, la dépréciation a été constatée directement par des comptes de bilan, sans impact sur le résultat de l'exercice.

Par exception à cette règle, et conformément aux avenants 2 et 6 au contrat de DSP, les amortissements relatifs à la nouvelle drague ainsi qu'aux nouvelles grues impactent le compte de résultat de la concession à due concurrence.

L'avenant 12 prévoit également une exception pour l'ensemble des immobilisations activées en 2023 et 2024. Ainsi, dans les comptes 2024, les amortissements relatifs à ces investissements impactent le compte de résultat de la concession à due concurrence.

La base d'amortissement des immobilisations est calculée à partir de la valeur brute de l'investissement. La dépréciation est calculée en fonction de la durée de vie de l'investissement.

Les biens immobilisés ne sont pas renouvelables.

#### **- Amortissements de caducité :**

A expiration du contrat de concession, et selon l'article 60.01 de ce dernier, l'ensemble des biens feront retour gratuitement à la Région. En conséquence, et conformément au guide comptable des entreprises concessionnaires de 1975, un amortissement à caractère financier dit « amortissement

de caducité » est constaté sur tous les nouveaux biens acquis depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009. Cet amortissement traduit la nécessité pour le concessionnaire de récupérer les investissements qu'il a effectués dans la concession.

L'amortissement de caducité est déterminé à partir de la date de mise en service sur la durée résiduelle de la concession pour les biens dont la durée de vie dépasse la fin du contrat.

La base d'amortissement des immobilisations est calculée à partir de la valeur brute de l'investissement.

Par exception, la drague, les nouvelles grues et l'ensemble des immobilisations activées en 2023 et 2024 sont hors champ du périmètre d'application de la caducité.

#### **- Provisions de renouvellement des immobilisations :**

Aucune immobilisation n'est considérée comme renouvelable d'ici la fin de la concession compte tenu de la durée de vie des biens ou de l'obsolescence attendue sur certains types de biens informatiques.

#### **- Provisions pour grosses réparations :**

L'exploitation de la drague depuis 2015 et sur une année pleine depuis 2016, qui a représenté un investissement de 13,8 M€, nous a conduit à provisionner les dépenses pour grosses réparations et pour incidents. Il en va de même pour les deux remorqueurs.

#### **- Subventions d'investissements :**

Le traitement comptable des subventions d'investissement appliqué est celui de droit commun, à savoir : inscription de la subvention dans les capitaux propres et reprise au compte de résultat selon un plan de reprise parallèle au plan d'amortissement de caducité.

#### **- Droits de port :**

Les tarifs du port de Bayonne sont fixés annuellement par la CCIT. Les droits de port en découlant sont recouvrés directement par les services douaniers et reversés, via le Trésor Public, à la chambre qui n'en a donc pas la maîtrise.

#### **- Fin de l'exonération à l'IS à compter du 01/01/2018.**

### **7. Spécificités du Service Port de pêche de Saint Jean de Luz / Ciboure :**

*Convention de délégation de service public d'établissement et d'exploitation de l'outillage public du port de pêche et de commerce de Saint-Jean-de-Luz / Ciboure signé le 20 décembre 2006 entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007 pour une durée de 20 ans.*

Par avenant n°8 signé le 22 juin 2022, la concession a pris fin par anticipation le 31 décembre 2022.

### **8. Spécificités du service divers :**

Compte tenu de la nature et de l'importance des opérations de construction des hôtels d'entreprises sur le parc technologique d'Izarbel ainsi que sur la zone d'activité de Baia Park (Olatu Leku) et conformément à la circulaire interministérielle n°1111 du 30 mars 1992, cette activité est affectée à un service budgétaire particulier intitulé "Service Divers".

Cette activité de nature immobilière est assujettie à la TVA par option.

Un mandat de gestion et d'animation des hôtels d'entreprises Izarbel et Olatu Leku, sous forme de délégation de service public, a été confié par la CCI à l'EESC ESTIA pour 5 ans qui s'est terminé le 31/12/2021. Une convention de gestion signée en 2022 a renouvelé le mandat de gestion pour une durée de 5 années (jusqu'au 31/12/26).

## **9. Evènements post clôture**

Néant.

**ANNEXE COMPTABLE N°1 : CALCUL DES AMORTISSEMENTS**

L' amortissement des immobilisations est calculé selon le mode linéaire  
et sur les durées détaillées ci-après:

	LOGICIELS	4 ANS
	FRAIS DE RECHERCHE	de 3 à 5 ANS
	MATERIEL INFORMATIQUE	4 ANS
* (1)	CONSTRUCTIONS	de 10 à 50 ANS
	AGENCEMENTS CONSTRUCTIONS	10 - 20 ANS
	INSTALLATIONS COMPLEXES	15 ANS
	MATERIEL PEDAGOGIQUE	5 ANS
	INSTALLATIONS GENERALES	5 ANS
	MATERIEL DE TRANSPORT	5 ANS
	MATERIEL DE BUREAU	5 ANS
	MOBILIER	5 et 10 ANS
	MATERIEL HYGIENE ET SECURITE	5 ANS
	AUTRES IMMO CORPORELLES	5 ANS
	MATERIEL INDUSTRIEL	8-10-15 ANS
	OUTILLAGE INDUSTRIEL	5-10 ANS
* (1)	durée variable en fonction du type composant ou du type de bâtiment (hangar, préfabriqué ou construction en dur,...)	

ANNEXE COMPTABLE N°2 :  
MOUVEMENTS DE L'ACTIF IMMOBILISE ET DES PROVISIONS

IMMOBILISATIONS				
	VALEUR BRUTE AU 31/12/2023	AUGMENT. 2 024 ,	DIMINUT. 2 024	VALEUR BRUTE AU 31/12/2024
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	435 007	72 441	7 825	499 623
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	17 092 654	1 101 151		18 193 805
IMMOBILISATIONS MISES EN CONCESSION	121 808 735	6 760 635	128 569 371	0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	11 573 672	2 651 390	141 992	14 083 070
TOTAL GENERAL	150 910 068	10 585 617	128 719 187	32 776 498

AMORTISSEMENTS				
	MONTANTS AU 31/12/2023	AUGMENT. 2 024	DIMINUT. 2 024	MONTANTS AU 31/12/2024
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	415 193	25 267	7 692	432 767
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	10 069 768	546 840		10 616 608
IMMOBILISATIONS MISES EN CONCESSION	72 928 264	1 470 991	74 399 255	0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
TOTAL GENERAL	83 413 225	2 043 098	74 406 948	11 049 375

PROVISIONS				
	MONTANTS AU 31/12/2023	AUGMENT. 2 024	DIMINUT. 2 024	MONTANTS AU 31/12/2024
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0			0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0			0
IMMOBILISATIONS MISES EN CONCESSION	0			0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 990 776	6 828	61 744	1 935 860
ACTIF CIRCULANT	508 045	166 882	576 602	98 325
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	4 586 399	880 370	3 830 832	1 635 937
DOTATIONS ET REPRISES S/RESULTAT				
D'EXPLOITATION		728 443	4 190 478	
FINANCIERES		6 828	61 744	
EXCEPTIONNELLES		318 809	216 956	

ANNEXE COMPTABLE 3 : INFORMATIONS FINANCIERES SUR LES FILIALES

AU 31/12/2024 chaque filiale et participations	Capital	Capitaux propres autres que capital et Rt	Quote-part du capital détenue	Résultats AU 31/12/2024 exercice clos	Chiffre d'affaires
1. Filiales (détenues à plus de 50% ) SCI Centre Consulaire de Formation de Bayonne	1 415,99	- 1 797 499,61	99,93%	12 707,70	163 044,39
SCI Centre consulaire de Formation de Bidart	99 745,11	553 790,47	99,90%	140 378,63	326 111,96
EESC ESTIA	47 206,42	4 991 448,97	89,23%	130 068,73	10 268 710,19
2. Participations (détenues entre 10 et 50% ) OFP Sud Ouest	500 000,00	- 362 369,19	35,00%	175 987,62	3 074 710,24
Société Portuaire Port de Bayonne	37 000,00	3 333 894,40	27,03%	208 191,81	4 121 970,87

Renseignements globaux	Filiales		Participations	
	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères
. Valeur comptable des titres détenus:				
. brute.....	10 722 180,95		185 000,00	
. nette.....	8 937 528,71		58 170,85	
. Montant des subventions accordées				
. Montant des prêts et avances accordés	0,00			



**ANNEXE COMPTABLE 4 : ECHEANCIER DES CREANCES ET DES DETTES**

	MONTANT BRUT au 31/12/2024	ECHEANCES	
		A 1 AN AU +	A + D'1 AN
<b>CREANCES</b>			
Créances clients et cptes rattachés	1 310 159	1 310 159	
autres créances	734 681	734 681	
charges constatées d'avance	116 218	110 584	5 634
<b>TOTAL CREANCES</b>	<b>2 161 058</b>	<b>2 155 425</b>	<b>5 634</b>
<b>DETTES</b>			
emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	811 600	120 263	691 337
emprunts et dettes financiers divers	214	214	
dettes fournisseurs et cptes rattachés	723 489	723 489	
dettes fiscales et sociales	137 184	137 184	
dettes s/immo comptes rattachés	220 195	220 195	
autres dettes	1 572 488	1 572 488	
produits constatés d'avance	751 527	751 527	
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>4 216 698</b>	<b>3 525 361</b>	<b>691 337</b>

**ANNEXE COMPTABLE 5 :  
PRODUITS ET CHARGES IMPUTABLES A UN AUTRE EXERCICE**

	<b>2024</b>
<b>CHARGES CONSTATEES D'AVANCE</b>	<b>116 217,60</b>
Charges d'exploitation	
Service Général (abonnements, maintenances)	104 820,31
Service Divers (abonnements, maintenance)	592,50
Service Formation (abonnements, maintenances)	10 804,79
Service Ports (abonnements, maintenances)	-
<b>PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</b>	<b>751 526,58</b>
Produits d'exploitation	
Service Général (prestations diverses)	-
Service Divers (locations, assurances)	-
Service Formation (droits de scolarité, formation continue, apprentis)	751 526,58
Service Ports (assurances)	-

**ANNEXE COMPTABLE 6 :  
CHARGES A PAYER ET PRODUITS A RECEVOIR**

<b>CHARGES A PAYER 2024</b>	<b>MONTANT en euros</b>
INTERETS COURUS S/ETABLISSEMENTS DE CREDITS	31
FOURNISSEURS EXPLOIT. FACTURES NON PARVENUES	446 110
FOURNISSEURS IMMOB. FACTURES NON PARVENUES	12 705
PERSONNEL DETTES PROVISIONNEES P/ CONGES PAYES	0
PERSONNEL AUTRES CHARGES A PAYER	0
ORG. SOCIAUX CHARGES SOCIALES SUR CONGES PAYES	0
ORG. SOCIAUX AUTRES CHARGES A PAYER	34
ETAT CHARGES FISCALES S/CONGES A PAYER	0
ETAT AUTRES CHARGES A PAYER	0
AUTRES CHARGES A PAYER	802 118
CLIENTS R,R,R / AVOIRS A ETABLIR	59 574
<b>TOTAL CHARGES A PAYER</b>	<b>1 320 571</b>

<b>PRODUITS A RECEVOIR 2024</b>	<b>MONTANT en euros</b>
CREANCES FOURNISSEURS AVOIRS NON RECUS	36 829
CREANCES CLIENTS FACTURES A ETABLIR	208 242
ETAT-PRODUITS A RECEVOIR	0
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT A RECEVOIR	0
AUTRES PRODUITS A RECEVOIR (dont subventions d'exploitation )	553 378
INTERETS COURUS COMPTES A TERME	5 665
<b>TOTAL PRODUITS A RECEVOIR</b>	<b>804 114</b>

ANNEXE COMPTABLE 7 :

ENGAGEMENTS FINANCIERS RECUS		AU 31/12/2024
CAUTIONS DIVERSES CHANTIERS SERVICE GENERAL / FORMATION		33 610
TOTAL DES ENGAGEMENTS RECUS		33 610
ENGAGEMENTS FINANCIERS DONNES		AU 31/12/2024
MONTANTS DES INTERETS DES EMPRUNTS RESTANT DUS * Etablissements de crédits:		38 915 -
TOTAL DES ENGAGEMENTS DONNES		38 915

ANNEXE COMPTABLE 8 : ENGAGEMENTS DE CREDIT-BAIL

POSTES DU BILAN	REDEVANCES PAYEES		REDEVANCES RESTANT A PAYER		PRIX ACHAT RESIDUEL	TOTAL A PAYER	TOTAL LOYERS
	en 2022	CUMULEES	JUSQU' A 1 AN	PLUS D'1 AN			
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

POSTES DU BILAN	COUT ENTREE	DATE ENTREE	DUREE AMORTISSEMT ANNEES	TAUX AMORTISSEMT	DOT.AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE	VALEUR NETTE
TOTAL	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00

ANNEXE COMPTABLE N°9 :  
MOUVEMENTS DES CAPITAUX PROPRES

CAPITAUX PROPRES					
	VALEUR AU 31/12/2023	AUGMENT. 2024	AFFECTAT° RT 2023	DIMINUT. 2024	VALEUR AU 31/12/2024
APPORTS	2 081 795 2 193 243 -111 448 0 0	0	0	0	2 081 795 2 193 243 -111 448 0 0
AUTRES RESERVES	50 000 50 000	0	0	50 000,00 50 000	0 0
REPORT A NOUVEAU	16 639 109 11 973 612 1 830 748 1 559 221 1 275 528	0	-376 589 -659 301 -33 635 166 732 149 616	1 676 598,45	14 585 922 11 314 311 1 797 113 49 354 1 425 145
RESULTAT DE L'EXERCICE	-376 589 -659 301 -33 635 166 732 149 616	182 083	376 589 659 301 33 635 -166 732 -149 616	1 247 248 860 790 336 301 50 157 182 083	-1 065 165 -860 790 -336 301 -50 157 182 083
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	4 617 084 806 941 0 1 712 038 2 098 105	2 631 113	0 0 0 2 631 113 0	4 744 196 268 980 4 343 151 132 065	2 504 002 537 961 0 0 1 966 041
TOTAL GENERAL	23 011 400	2 813 197	0	7 718 043	18 106 554

AUTRE FONDS PROPRES				
	MONTANTS AU 31/12/2023	AUGMENT. 2024	DIMINUT. 2024	MONTANTS AU 31/12/2024
DROITS DU CONCEDEANT	33 925 396 33 925 396 0 0	110 972 110 972	0 34 036 368 34 036 368	0 0 0 0
TOTAL GENERAL	33 925 396	110 972	0	34 036 368

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE BAYONNE PAYS BASQUE

EFFECTIF ET MASSE SALARIALE  
Tableau 1  
ETAT DES EFFECTIFS AU 31.12.2023

		Personnel mis à disposition par la CCI Aquitaine					Personnel salarié					
Durée de l'emploi	Régime juridique	A.T.	C.F.E.	S.G. 3 et 4	C.F.A.	Formations hors C.F.A.	Ports	Aéroports	Aménagements	PEEC	Divers	TOTAL (3) à (12)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)
Année pleine	Statut		5,30	28,462		7,6						41,36
	Convention verte (ccnu)											0
	Convention marins											0,00
	Contrats à durée indéterminée			16,75		2,12						18,87
	Contrats à durée déterminée											0,00
	SOUS - TOTAL 1		5,30	45,21			9,72	0				60,23
Année partielle	Statut			0,87		0,48						1,35
	Convention verte (ccnu)											0
	Convention marins											0
	Contrat à durée indéterminée			0,74		4,35						5,09
	Contrat à durée déterminée			1,67		1,27						2,94
	SOUS - TOTAL 2		0,00	3,28			6,10	0				9,38
TOTAL GENERAL 1 + 2			5,30	48,49		15,82	0					69,61
Vacataires												